L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLESIASTIQUES

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE (5e Série)

L'AMI DU CLERGÉ

REVUE

DE TOUTES LES QUESTIONS ECCLÉSIASTIQUES

DOGME — MORALE — LITURGIE — DROIT CANON — ECRITURE SAINTE
PATROLOGIE — HISTOIRE SACRÉE

TOME QUARANTE-NEUVIÈME

(Janvier à Décembre 1932)

205
A516a
v.49

EX LIBRIS PROVINCIAE
PRO STUDIO THEOL.
S.S. CORDIS JESU

LANGRES

Imprimerie de l'*AMI DU CLERGÉ*, 4, rue Claude-Gillot

MDCCCCXXXII

03 ,
18

49e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 1 9481 7 JANVIER 1932

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Vœux de bonne année

« Il est déjà bien tard pour en parler encore ! » vont se dire mes lecteurs quand ces lignes arriveront sous leurs yeux... Peut-être. Mais je n'ai point attendu ce jour pour les déposer aux pieds de Celui qui seul peut les exaucer. En la nuit de Noël devant la Crèche et au matin du Premier Vendredi de l'année, j'ai demandé au Cœur de Jésus, « libéral pour tous ceux qui l'invoquent, » d'aider tous les membres de la grande famille de l'*Ami* à gagner durant cette année 1932 les vraies richesses qu'aucune crise ne peut ni volatiliser ni empêcher d'acquérir. Puisse mon vœu être exaucé !

Langres le 4 janvier 1932.

A. Rozier.

CHRONIQUE D'APOSTOLAT SOCIAL

SOMMAIRE

I. A la lumière de l'Encyclique *Nova impendet*. — 1. L'ordre naturel et le libéralisme. — 2. Déséquilibre des conditions. — 3. La grande plaie du chômage. — 4. Remèdes illusoires proposés par le matérialisme économique, le socialisme, l'économie dirigée. — 5. Le vrai remède : rejet du matérialisme et retour à la primauté du spirituel. — 6. Deux tâches immédiates. — 7. Le développement désordonné des armements.

II. La nouvelle Jeunesse catholique. — 1. Le pèlerinage à Rome de la *Jeunesse ouvrière*. — 2. *L'Association de la Jeunesse catholique française* et les mouvements spécialisés. — 3. *La Jeunesse agricole chrétienne*. — 4. *La Jeunesse étudiante chrétienne*.

III. Bibliographie. — 1. G. Legrand, *Précis de Sociologie*. — 2. F. Cavallera, S. J., *Précis de la Doctrine sociale catholique*. — 3. H.-A. Brun, *La Cité chrétienne d'après les enseignements pontificaux*. Tome II : *les Directives de S. S. Pie XI*. — 4. Chan. Belorgey, *Le Socialisme chez les ruraux et auprès des petits propriétaires*. — 5. G. Leclos, *Notre-Dame de la Mouise*. — 6. Dr Clément, *Le droit de l'enfant à naître*.

§ I. — A la lumière de l'Encyclique *Nova impendet*

I. — **Dire que l'actualité facilite la tâche d'un chroniqueur d'apostolat social serait, à coup sûr, abuser singulièrement du paradoxe. On peut du moins affirmer sans exagération qu'elle lui ôte le souci de se trouver jamais à court de matière. A peine avons-nous dégagé les enseignements principaux de l'encyclique *Quadragesimo Anno*[1] qu'un nouveau document pontifical attire de nouveau notre attention sur « la crise économique et la course inquiétante aux armements » : deux sujets connexes au moins en ceci qu'ils mettent la société humaine tout entière en face de dangers dont on ne peut mesurer la gravité. Mais, tandis que la précédente encyclique développait avec une aisance magistrale une doctrine assez abondante pour retenir, des années durant, l'attention des maîtres de la science sociale, l'encyclique *Nova impendet*, brève et tragique comme le cri « *Au feu !* » dans la nuit, s'adresse moins aux penseurs comme tels qu'à tous les hommes. Elle n'en est, d'ailleurs, que plus émouvante en sa brièveté voulue, plus éloquente en sa concision.**

Il ne s'agit plus, cette fois, pour nous, de résumer. Notre tâche est tout autre. Sans reprendre un exposé que nos lecteurs se rappellent peut-être avoir lu ici-même il y a quelques mois[2], nous voudrions aujourd'hui faire le point : marquer où en est venu le fléau déchaîné sur le monde par l'imprévoyance du matérialisme économique[3], montrer comment la situation se présente actuellement à nous que préoccupe davantage encore la vie des hommes que la marche des affaires, et, tout en nous gardant d'aventureuses prédictions, signaler au moins dans quelles directions cherchent une issue à la crise ceux à qui sont confiés en un pareil moment les intérêts des peuples.

« Une multitude d'honnêtes et excellents travailleurs qui ne demandent rien d'autre que de gagner honorablement leur pain quotidien que le divin commandement leur fait solliciter chaque jour du Père céleste, se voient réduits, avec leurs familles, à une extrême indigence. » Voilà le fait brutal dont s'est ému le Père commun des fidèles. Il s'est tout particulièrement apitoyé sur le sort

[1] Cf. *Ami* du 1er octobre 1931.

[2] *Ami* du 2 avril 1931. On nous permettra de renvoyer à cet article pour l'exposé des faits et des chiffres sans lesquels la présente étude serait difficilement intelligible.

[3] Nos lecteurs n'ont plus besoin qu'on leur explique cette expression. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de leur rappeler que Matérialisme économique, Libéralisme économique, Capitalisme individualiste ou individuel, peuvent être tenus pour synonymes. Ce que les épiscopats allemand et autrichien dénoncèrent plusieurs fois sous le nom de Mammonisme, conséquence du Matérialisme économique chez ceux au profit de qui il joue (comme l'insécurité, la misère, l'esprit de révolte en est la suite chez leurs victimes), peut y être pratiquement ramené : en condamnant l'effet, n'est-ce pas plus encore la cause qu'on réprouve ?

des petits enfants « victimes les plus innocentes de ce si triste état de choses », qui ont faim, et ne comprennent pas pourquoi il n'y a plus de pain à la maison. Il voit venir l'hiver « avec ce cortège de souffrances et de privations que la froide saison apporte aux pauvres gens. » Il redoute que le fléau n'aille en s'aggravant au point que l'indigence pousse — ce qu'à Dieu ne plaise! — les malheureux à l'exaspération.

La cause de ce désordre vraiment unique dans l'histoire du monde [1] est dans une révolte de ceux qui dirigent l'activité des hommes contre l'ordre posé par Dieu. Le Créateur, à l'origine, remit à l'homme institué par lui roi de la création, la terre qu'il avait faite pour lui, et tous les biens dont il avait si libéralement doté la terre. Mais c'était afin qu'il s'en servît, pour vivre d'abord, « ut sint illis in escam », et puis pour peupler le domaine qui lui était confié : « crescite et multiplicamini et replete terram ». On ne rappellera jamais trop cette destination première des biens de fortune : les besoins vitaux de l'homme et la propagation de la vie selon les possibilités qu'en offrent les ressources, d'ailleurs prodigieusement extensibles, de la terre. Le régime de la propriété abandonné par Dieu à l'industrie humaine et aux institutions des peuples [2] a pu subir au cours des temps des modifications multiples et profondes : la fin première n'a pas changé. C'est d'abord et essentiellement dans leur rapport avec la vie de l'homme qu'il faut considérer les biens quant à leur appropriation. Et le moyen normal, providentiel, dont dispose chaque homme pour s'approprier une part des biens mis à la disposition de tous, c'est le travail, devenu pénible depuis la chute originelle : « in sudore vultus tui vesceris pane ».

On sait que, ramené à ses grandes lignes, le régime économique moderne se résume en trois mots : CAPITAL — DIRECTION — TRAVAIL. Le travail n'a pas besoin d'être défini : tout au plus suffit-il de rappeler qu'il reste le facteur principal de la production [3]. La direction, c'est le principe organisateur qui, fixant au travail producteur ou transformateur un programme défini, en accroît, parfois dans des proportions considérables, la fécondité. Le capital enfin peut se définir : « tout produit mis en réserve et destiné à servir, directement ou indirectement, de matière ou d'instrument à une production ultérieure » (Müller). — On sait que l'apparition d'abord, puis le développement prodigieux du machinisme, sous l'action combinée du capital et de la direction, à l'heure, ou à peu près, où la Révolution, supprimant l'organisation corporative [1], déchaînait l'individualisme et laissait le travail sans défense, on sait que tout cela est au principe du régime actuel de la production.

On sait moins, et pourtant c'est vrai, que cette transformation aboutit, en fait, à un véritable bouleversement du plan divin. Sans autre secours que l'outil, la main en avait assez de travailler *pour faire vivre*. Un excédent était possible, mais forcément très limité. La machine indéfiniment perfectible a devant elle des possibilités illimitées : elle travaille, non pour faire vivre, mais *pour faire gagner*. Et qu'on ne nous taxe pas d'exagération. Dans son cours si émouvant de la Semaine Sociale de Besançon [2], Mgr Six a cité les aveux tristement éloquents des chefs de l'économie libérale. Arthur Young déclarait : « A mon sens, la population est un objet secondaire. On doit cultiver le sol de manière à lui faire produire le plus possible sans s'inquiéter du reste. A quoi servirait l'ancienne culture, sinon à produire des hommes, ce qui est d'une parfaite inutilité ? » Et un autre anglais, Ricardo, renchérissait encore : « Si l'Angleterre réussissait à faire accomplir tout l'ouvrage de ses champs et celui de ses villes par des machines à vapeur, et à ne compter pas plus d'habitants que la république de Genève, tout en conservant le même profit et le même revenu qu'elle a aujourd'hui, devrait-on la considérer comme plus riche et plus prospère ? Oui. » Ainsi parlait le « libéralisme manchesterien » dénoncé par Pie XI dans *Quadragesimo anno.* »

Et, malheureusement, les faits répondaient aux principes. Un pair de France, Gay-Lussac, s'opposant à un projet de loi qui eût interdit l'emploi en usine d'enfants au-dessous de huit ans, osait dire en 1840 : « L'établissement industriel est un sanctuaire qui doit être aussi sacré que la maison paternelle. » Or, il faut lire, dans les pages de Mgr Six, les témoignages irrécusables de ceux qui virent de leurs yeux les horreurs dont l'usine fut alors le théâtre. Des enfants de 7 à 8 ans travaillant de 16 à 17 heures, après avoir fourni une longue course depuis l'indescriptible bouge où ils avaient passé la nuit : « Mes enfants travaillent 16 heures par jour, disait un pauvre père. J'ai bien du mal à les faire lever le matin. Parfois je suis obligé de les battre pour les réveiller. Cela me fait pleurer d'être obligé d'agir ainsi. » Des enfants de cinq ans *et moins*, occupés à la ganterie dans des usines anglaises, « accroupis devant le feu, le fer à repasser dans la main, pendant que d'autres, à côté, rafraîchissaient dans des bassins d'eau leurs petites mains abîmées. » Et comme l'enquêteur officiel que nous citons obser-

[1] Nous n'avons pas écrit ce mot à la légère. Des multitudes sont réduites à une extrême indigence; d'autres, en Chine, aux Indes, ailleurs encore, meurent tout simplement de faim. Or, des hommes laissent se perdre ou même *détruisent* des stocks immenses de blé, de viande, de riz, de sucre... Ce ne sont cependant pas les moyens de transport qui font défaut : par flottes entières, des cargos restent désarmés dans les ports, laissant les marins sans travail et le charbon s'entasser sur le carreau des mines; et le trafic des chemins de fer va baissant toujours. Certainement, le monde n'avait jamais connu situation aussi paradoxale.

[2] *Quadragesimo anno*, p. 25, citant *Rerum Novarum* et une allocution de Pie XI au Comité de l'Action catholique italienne. Les références à *Q. A.* doivent s'entendre de l'édition Spes.

[3] Cf. *Ami* du 12 nov. 1931, p. 794.

[1] Loi Le Chapelier, 14 juin 1791.

[2] Compte-rendu, p. 245 et suiv.

vait que ces infortunés n'y pourraient résister longtemps, cyniquement le directeur répondait : « Ils sont si nombreux ! » Ce ne sont là que des exemples entre tant d'autres. Ils nous paraissent aujourd'hui invraisemblables : mais leur nombre, la qualité exceptionnelle des témoins qui les attestent, la diversité de leurs conditions, l'unanimité parfaite des témoignages, rendent absolument impossible le scepticisme où l'on voudrait pouvoir se retrancher. Ainsi s'explique (nous écrivons *s'explique* et non *se légitime)* la naissance du socialisme. Ainsi se préparait, par un véritable renversement de l'ordre de la nature, la catastrophe inévitable.

II. — C'en fut l'annonce que le déséquilibre introduit dans le monde par le drainage des bénéfices de l'industrie au seul profit de qui la dirigeait, tandis qu'on « laissait à peine à la classe des travailleurs de quoi se refaire ses forces et se perpétuer [1]. »

« La justice sociale ne tolère pas qu'une classe empêche l'autre de participer à ces avantages. » Or « l'existence d'une immense multitude de prolétaires d'une part, et d'un petit nombre de riches pourvus d'énormes ressources d'autre part, atteste à l'évidence que les richesses créées en si grande abondance à notre époque d'industrialisme sont mal réparties, et ne sont pas appliquées comme il conviendrait aux besoins des différentes classes. » On a reconnu déjà la grande voix de Pie XI. Et le Pape ajoute ensuite : « Il faut donc tout mettre en œuvre afin que, dans l'avenir tout au moins, la part de biens qui s'accumule aux mains des capitalistes soit réduite à une plus équitable mesure, et qu'il s'en répande une suffisante abondance parmi les ouvriers [2]. »

Nous avons rapporté, dans une précédente Chronique, le jugement sévère de Mgr Mac Nicholas, archevêque de Cincinnati, sur l'injustice de la constitution de ces fortunes colossales et les périls qui en résultent [3]. Comment le Pape eût-il pu être d'un autre avis ? Même en supposant pleinement satisfaites les exigences de la *justice commutative,* est-il sûr, est-il même probable, que le travail *personnel* de tel magnat de l'industrie ait réellement accru le patrimoine de l'humanité autant que le supposerait le nombre de milliards qu'il s'est attribué si libéralement à lui-même [4] ? Car enfin, c'est lui qui a fixé, d'accord tout au plus avec d'autres qui étaient, comme lui, juges et parties tout ensemble. Et quel rapport peut-on bien encore trouver entre de pareilles ressources et les besoins vitaux de l'homme, entre « *les moyens* » et la fin ?

On dira peut-être que, du superflu, le possesseur doit faire l'usage reconnu comme de droit naturel par S. Thomas, rappelé dans *Rerum Novarum* par Léon XIII. Qu'il en soit qui ne l'oublient pas, nul n'en disconviendra, pas plus qu'on ne contestera, croyons-nous, le noble désintéressement d'un Carnegie, d'un Rockefeller, d'un Ernest Cognacq. Mais ceci est une autre affaire. Présentement, il s'agit de savoir si les exigences du Bien Commun, de la *justice sociale,* sont suffisamment sauvegardées par l'accumulation de pareilles fortunes, indépendamment même de l'usage qui en peut être fait. Pie XI ne le croit pas. Et de fait, est-il sans exemple que certains aient parfois cherché à se prévaloir de l'énorme puissance ainsi acquise pour s'arroger des droits que rien ne leur donnait, pour jouer de la sollicitation ou de l'intimidation avec un mépris évident des règles de la prudence, des exigences de la justice et de la dignité des consciences ? Ce sont là choses assez graves pour qu'on les pèse avec le plus grand soin et on sait avec quelle fermeté courageuse le Pape l'a fait dans sa grande encyclique.

III. — Pourtant, il y a pis encore aujourd'hui. Produire pour gagner sans s'occuper des exigences réelles de la vie, devait mener à la surproduction. L'excitation artificielle des besoins put entretenir quelque temps l'illusion que des débouchés réellement nouveaux absorberaient indéfiniment les excédents de stocks sans cesse renouvelés et accrus. Pouvait-il y avoir là plus qu'un mirage ? Ce n'est pas l'excès de rationalisation qu'il faut incriminer ici, mais bien, si l'on peut dire, une rationalisation déraisonnable, une organisation pseudo-scientifique vouée d'avance à l'échec pour avoir méconnu à son principe les exigences imprescriptibles de la saine raison. Quel frein eût bien pu modérer l'appât égoïste du gain, quand on avait affirmé tout d'abord que les hommes sont « d'une parfaite inutilité » ? Le libéralisme économique les a rendus inutiles, en effet, en ce sens qu'il leur a rendu tout travail impossible ; et c'est à eux qu'il veut aujourd'hui faire expier ses propres fautes. N'a-t-on pas vu H. Ford, « l'homme le plus riche du monde » et le théoricien des hauts salaires, mettre à pied d'un seul coup et avant la crise 60.000 travailleurs ? Illustration douloureuse de la sage remarque de Pie XI : « Un niveau trop bas ou exagérément élevé des salaires entraîne également le chômage. » N'a-t-on pas eu le front de déclarer les sans-travail « *socially inadequate,* » d'en envisager purement et simplement la suppression [1] ? Or, ils sont aujourd'hui des millions ces hommes à qui l'on fait grief de ne pouvoir pas *s'adapter à une société* qui leur retire tout moyen d'existence.

[1] *Quadragesimo anno,* p. 28.
[2] On aura remarqué déjà que le Pape ne veut parler que de l'avenir. Les remèdes préconisés par le socialisme, la déchéance de la propriété par exemple, sont écartés. Mais ce n'est pas à dire qu'il n'existe pas dans le présent un principe de justes revendications au nom de la *justice sociale.* Qui sait si nous ne verrons pas quelque jour le Pape revenir sur cette question ?
[3] *Ami* du 2 avril 1931, p. 239
[4] On a ici l'explication de l'expression *capitalisme individuel* mentionnée simplement sans commentaire au début de cette étude.

[1] Voir Association du mariage chrétien, *L'Eglise et l'Eugénisme,* p. 71 et s. Cf. *Ami* du 2 avril 1931, p. 235 et s.

Pour la France, où la crise a éclaté plus tard qu'ailleurs, où elle est, par suite, moins alarmante, au moins jusqu'à présent, il est assez malaisé d'avancer des chiffres. Au 21 novembre 1931, les statistiques officielles accusaient 81.553 chômeurs *secourus*, contre 3.834 en novembre 1930 [1]. On aimerait connaître le nombre des chômeurs *effectifs*. Si l'on en croyait M. Léon Blum [2], il y aurait chez nous 650.000 chômeurs complets, 2.500.000 chômeurs partiels ; mais quand on voit par quels calculs ces chiffres ont été obtenus, on se demande de quoi l'on doit s'étonner le plus, ou d'un tel manque de sérieux apporté à des évaluations en matière aussi grave, ou de la légèreté avec laquelle on lance dans un public assez ému déjà des informations qu'on dirait faites exprès pour l'affoler. Des supputations moins suspectes ramèneraient à 400.000, peut-être même à 200.000 ou 250.000, le nombre des chômeurs complets : à l'entrée de l'hiver, n'est-ce pas déjà bien assez douloureux [3] ?

La crise est bien autrement grave à l'étranger. Quelques chiffres relatifs aux mois de juillet ou d'août derniers permettront des comparaisons instructives avec les mois correspondants de 1930. Allemagne : 4.104.000 chômeurs complets (contre 2.882.000) ; Belgique : 62.339 (contre 15.202) ; Grande Bretagne et Irlande du Nord : 2.142.821 (contre 1.500.990) ; Italie : 693.273 (contre 375.548) ; Tchéco-Slovaquie : 210.908 (contre 77.309) ; États-Unis d'Amérique : officiellement plus de 5 millions, en réalité 8 peut-être. — Or, tandis que s'élevait sur le monde angoissé l'appel douloureux du Saint Père, la situation des ouvriers anglais réduits à la misère inspirait à un journaliste français les tristes lignes suivantes : « Les chômeurs de Glascow ne sont pas contents. Nous n'y pouvons rien. Ils s'y habitueront, et aussi ceux d'outre-Rhin. » Mot impie, suffisant pour disqualifier aux yeux de tout chrétien la plume qui a pu l'écrire. Parole insensée, au surplus, car il n'est pas besoin d'être chrétien, il suffit d'avoir l'instinct de la conservation pour entendre l'avertissement d'Horace : « *Tua res agitur paries cum proximus ardet.* »

Non, il ne nous est pas indifférent du tout de savoir qu'une situation économique sans précédent multiplie par le monde les foyers d'incendie, quand chacun voit trop bien d'où peut, à chaque instant, jaillir toute une gerbe d'étincelles. Nul ne contestera la sagesse de ce jugement porté sur les affaires d'Allemagne par le *Journal de Genève* [4] : « La situation justifie les pires inquiétudes. Il suffirait d'un hiver très froid, d'une imprudence politique ou de la mort du président qui a 83 ans, pour jeter l'Allemagne dans le chaos. Or, l'état social de l'Europe est tel que personne ne peut dire où s'arrêterait la contagion d'une révolution allemande ». Pourtant, les avertissements ne manquent pas. L'an passé, peu de temps avant sa mort, Mgr Vass, ministre de la Prévoyance sociale en Hongrie, avait pu, par son ascendant personnel, prévenir une marche de « va-nu-pieds » sur Budapest et apaiser les pauvres affamés. A peu près dans le même temps, des manifestants de Csongrad avaient demandé à la Cour suprême l'autorisation de piller pendant 24 heures les demeures des particuliers et les magasins [1]. De tels faits, qu'il serait aisé de multiplier, se passent de commentaire. Et croit-on qu'il n'y ait pas lieu de prêter attention à ces suicides de sans-travail qu'on commence à voir rapporter chaque jour aux « faits divers » ? *Caveant consules*, et ceux-là aussi qui se rendent compte qu'ils n'ont rien à gagner à une révolution mondiale.

IV. — D'où viendra le remède ? On a pu se demander s'il ne sortirait pas du mal lui-même, si les excès du machinisme, par exemple, ne modéreraient pas la machine homicide. « C'est une question que l'on commence à se poser de savoir si le progrès rapide et illimité du machinisme n'est pas vraiment un mal. On a cru jusqu'ici que c'était un mal temporaire seulement. Il y a peut-être plus. Le cycle est terrible : une invention devient immédiatement un encouragement à trouver un moyen de produire plus, plus vite, meilleur marché. La conséquence, c'est que l'idée nouvelle et les machines nouvelles doivent s'amortir en un temps qui devient ridiculement court : sur 200 grandes entreprises industrielles, on en a trouvé 128 qui devaient amortir en moins de trois ans un matériel neuf. Si par hasard la machine ne trouve pas les débouchés nécessaires pour travailler à plein, elle cesse de rapporter [2] ». « La machine ne paie pas toujours, et son gain apparent est toujours factice... Compte tenu des divers éléments qui concourent à établir le prix d'un objet, on est obligé de reconnaître que le coût de la matière première et de l'effective main d'œuvre n'est qu'une fraction de plus en plus faible du prix de revient, et que des frais accessoires grèvent de plus en plus lourdement la production et la vente [3] ». De fait, le chef des Syndicats chrétiens d'Allemagne, Stegerwald, aujourd'hui ministre du Travail du Reich dans le cabinet Brüning, a pu établir en 1928 que « pour une tonne de fer profilé vendu 94 marks 96 pfennigs, les salaires représentaient une somme de 1 m. 27 [4] ». En deux mots, les gains du machinisme sont en très grande partie illusoires, et il n'y a pas lieu de s'étonner de l'extrême fragilité des fortunes qu'il édifie.

[1] Chiffre officiel au 19 décembre : 141.074.
[2] *Populaire*, 9 octobre 1931.
[3] Pour le dire en passant, de tels écarts montrent assez à quel point les services de statistique sont chez nous insuffisants, à moins peut-être qu'ils ne soient tout simplement inexistants.
[4] 9 décembre 1930.

[1] *Central European Press* de Prague, 14-8-30, dans *Réalités*. Les journaux du 30 novembre nous apprenaient que la police américaine avait pu prévenir une « marche d'affamés » sur Washington.
[2] *The Round Table*, Londres, mars 1931, dans *Réalités*.
[3] *Le Van*, Nov. 1931, à propos du livre de Gina Lombroso : *La rançon du machinisme*.
[4] Cité par *Petit Parisien*, 13 nov. 1928.

Mais il serait vain d'espérer que de là puisse venir le salut. En veut-on la preuve ? Le plus gros fabricant de chaussures de Tchéco-Slovaquie est présentement en train d'éliminer du marché français les fabricants de notre pays. Ses usines où travaillent 32.000 ouvriers ou employés, équipées et organisées selon les méthodes les plus modernes, lui permettent de sortir 150 000 paires par jour. Et on peut lire aux pages de publicité de nos journaux des déclarations du genre de celles ci : « En produisant le meilleur marché du monde, nous payons des salaires plus élevés que dans n'importe quelle autre industrie de chaussures... Nous étudions sans arrêt la possibilité de toujours réduire nos prix... Pour nous, le bénéfice n'est pas un but, mais le résultat du service public. » Ce qui explique assez la crise de l'industrie de la chaussure en France [1] et nous menace de ce côté d'une sensible aggravation du chômage. Singulière façon de concevoir un « service public » et même, en fin de compte, d'assurer ses intérêts privés.

Et voici un autre exemple. Un des principaux représentants de l'industrie automobile française donnait en octobre dernier aux Etats-Unis une conférence où il exposait ses vues sur le moyen de remédier à la crise. Sait-on ce qu'il y proposait ? Pour relancer la construction et faire de nouveau travailler à plein les usines, les constructeurs rachèteraient les voitures ayant sept années de service, et les offriraient *gratuitement* aux pays où l'automobile n'a pas encore ou n'a que peu pénétré. On entend bien que ces vieux modèles une fois hors d'usage, ce qui ne saurait tarder, il resterait des besoins nouveaux à satisfaire, donc aussi de nouveaux débouchés. Politique à courtes, à très courtes vues, qu'on pourrait faire tenir en la devise trop fameuse : « Après nous le déluge ! » [2] Car elle procurerait tout juste au monde un répit de quelques années, et laisserait sa situation aggravée de ressentiments nouveaux. Est-il possible de méconnaître aussi complètement la leçon de l'Inde, hier encore si largement ouverte aux produits de l'industrie anglaise, et qui les boycotte aujourd'hui, leur reprochant d'avoir causé la ruine du pays ! Des matérialistes pourront se convertir, et qui ne le souhaiterait ? Le matérialisme, pas. Tout ce qu'on peut espérer de lui, c'est que le monde écœuré le vomisse. Il n'en est peut-être pas loin.

[1] Cf. *Dossiers de l'Action populaire,* 25-10-1931, p. 2073 et s. On sait que depuis cette date les droits d'entrée sur les chaussures ont été relevés ; mais la guerre des tarifs n'est pas une solution.

[2] Signalons dans un tout autre sens une expérience intéressante tentée en ce moment même en Amérique par H. Ford : « Dans sa ferme de 12.000 acres, il a abandonné les tracteurs et fait reprendre le travail au hoyau. Il a embauché 650 hommes pour arracher les carottes alors qu'avec des machines il aurait fallu 6 fois moins de monde. On pense qu'il expérimente une théorie qui consisterait à faire travailler son personnel l'été aux champs et l'hiver à l'usine. Il paie ses ouvriers agricoles 5 dollars par jour (125 francs) ». (Cité par la *Croix,* 21 nov. 1931). L'idée n'est pas absolument neuve : est-elle susceptible de vastes réalisations ? Cela vaut bien la peine d'essayer.

Le socialisme aussi tient ses remèdes tout prêts. Et même, il y en a beaucoup, car le socialisme est devenu multiple [1], et quiconque a suivi, même d'un peu loin, les débats d'un congrès socialiste sait qu'on est loin d'être d'accord, dans le parti, sur le traitement à prescrire à la société malade. Il faudrait évidemment établir ici distinctions et sous-distinctions, une condamnation en bloc n'ayant aucune chance d'être prise au sérieux par personne. Le P. Sertillanges nous rappelait récemment qu'il n'y a pas, à proprement parler, de système économique chrétien [2]. Le P. du Passage ne pense pas autrement : « Si le socialisme ou ce qu'on veut encore appeler de ce nom se contente de réclamer la propriété collective des moyens de production, sans léser la justice, sans supprimer toute propriété privée, il est en règle avec la loi naturelle et les décrets positifs de l'Eglise. Resterait à préciser la question de l'héritage. Mais les prétentions susdites, dans leur teneur matérielle, ne renferment aucune hérésie [3]. » Et comment ne pas citer encore Pie XI : « Il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées. Des demandes et des réclamations de ce genre sont justes et n'ont rien qui s'écarte de la vérité chrétienne ; encore moins peut-on dire qu'elles appartiennent en propre au socialisme [4]. »

Seulement, le « vrai socialisme » implique beaucoup d'autres choses, en particulier ce matérialisme que Marx n'a certes pas inventé, mais qu'il a emprunté, quand même, à la société mal faite contre laquelle il s'insurgeait. Comment n'a-t-il pas vu que c'en était justement le vice capital ! Or, que serviraient les réformes préconisées, à les supposer même (dato non concesso) toutes très opportunes, si on limitait à un bien-être purement matériel toutes les perspectives des travailleurs ? Après Léon XIII, Pie XI n'a pas manqué de bien marquer cet élément essentiel du socialisme concret tel qu'en fait il nous est offert : « Le socialisme ignorant complètement cette fin sublime de l'homme et de la société, ou n'en tenant aucun compte, suppose que la communauté humaine n'a été constituée qu'en vue du seul bien-être [5]. »

Avec cela, on peut affirmer sans hésitation qu'il est incapable de sauver le monde. Avant la guerre, Henri du Roure avait joliment crayonné l'esquisse de l'ouvrier conscient de la cité future dans l'authentique conception socialiste : « Des calculateurs socialistes très sérieux ont établi, avec les dernières données de la science, que deux heures de travail par jour et par personne suffiraient am-

[1] Cf. *Dossiers de l'A. P.,* 25 avril 1930, p. 730 : Le 25e anniversaire de l' « unité » socialiste : 1905-1930.

[2] *Ami* du 17 décembre 1931, p. 871.

[3] *Etudes,* 5 juin 1930.

[4] *Quadragesimo Anno,* p. 51.

[5] *Ibid.*

plement à assurer la subsistance de l'humanité ; et encore, deux heures de travail modéré, pas intensif, pas cet horrible travail aux pièces. Au reste, une industrie bien aménagée ne doit plus comporter d'autre labeur, pendant ces deux heures, que de surveiller du coin de l'œil, en lisant le journal et en fumant des cigarettes, une machine qui marche toute seule [1]. » Admettons que le trait est un peu appuyé, on ne peut le dire inexact. Et elle est tout à fait authentique cette réflexion d'une femme d'ouvrier qualifié à haut salaire, qui avait dû faire quelques dépenses de médecin et de pharmacien à l'occasion d'une maladie, sans gravité d'ailleurs, de son enfant unique : « *Un tel*, qui boit, à l'Assistance publique ; nous autres, on est obligé de prendre sur nos économies. Ce n'est pas juste. » L'égoïsme jouisseur n'est pas plus acceptable en bas qu'en haut. Et une philosophie qui l'encourage, qui tout au moins, en fait, l'excuse et le propage, ne saurait remettre de l'ordre dans une société qui devra tout d'abord guérir de l'égoïsme pour revivre.

Par contre, il y a quelque chose à retenir des suggestions émises récemment par un des représentants les plus autorisés de la grande industrie française, M. de Peyerimhoff, président du Comité central des Houillères [2]. En bref, il préconisait un contingentement sérieux de la production. Les différentes branches de l'industrie, fortement organisées sur le plan international, tiendraient à jour aussi exactement que possible l'état des besoins du marché mondial, et répartiraient entre les différentes industries nationales le travail réellement commandé par ces besoins. C'est là ce qu'on pourrait appeler remettre les bœufs devant la charrue. Si l'industrie ne prenait pas l'initiative de ce rétablissement, il faudrait bien qu'un jour ou l'autre la société y procède elle-même, pour se sauver. Mais qui ne voit que, pour être efficace, une telle mesure veut être complétée ? Sans vouloir faire de l'ascétisme la loi commune de tous les hommes, il est clair qu'on ne retrouvera l'ordre que dans la mesure, et celle-ci que dans une relative simplicité. Si l'on s'obstinait dans les errements qui sont à la base de la politique américaine de la consommation [3], où tout est calculé pour exciter la convoitise, faire naître des besoins factices, en un mot, piquer l'instinct de jouissance, comment éviterait-on de retomber bientôt dans le désordre ? [4]

Comme on le faisait remarquer à la Semaine Sociale de Mulhouse, « la fixation des droits et des limites de la concurrence sur le plan international nécessite un critère moral. » Ce n'est pas ici qu'une telle affirmation pourrait rencontrer

[1] *Chroniques françaises et chrétiennes :* Le droit à la paresse.
[2] Interview donnée à *Paris-Midi*, octobre 1931.
[3] On lira avec profit sur ce sujet l'étude de M. J. Cayeux, *Documents de la Vie intellectuelle*, 20 octobre 1931.
[4] Voir les deux excellents articles de M. A. Bridoux : « Eloge de la simplicité » et « Le poids des choses », dans *le Van*, mars 1930 et janvier 1931.

des sceptiques. Mais il en est ailleurs et le nom même de M. de Peyerimhoff nous oblige à y insister. Il nous souvient, en effet, de déclarations du Président du Comité des Houillères relatives au syndicalisme ouvrier, déclarations qu'il serait imprudent d'oublier. « Le personnel, écrivait-il, a le droit, nous dirions volontiers qu'il a le devoir, de s'organiser pour la défense de ses intérêts propres, librement, suivant les modes et les formules que l'expérience ou la tradition lui aura conseillés... [1]. » A quoi il n'y aurait rien à redire si le même M. de Peyerimhoff ne s'était, trois mois plus tôt, exprimé ainsi : « L'inconvénient des luttes électorales entre les diverses tendances syndicales, c'est qu'elles diminuent les vieilles et fortes organisations. Nous, patrons, nous désirons traiter avec la C. G. T. [2]. » En d'autres termes, nous désirons que tous nos ouvriers soient syndiqués et qu'ils adhèrent aux organisations socialistes. On n'a même pas la consolation de se dire que c'est peut-être là une parole en l'air. Que penser de gestes comme celui du Président du Comité des Houillères et du Vice-Président du Comité des Forges soutenant la candidature d'un cégétiste notoirement anticlérical contre celle du secrétaire général des syndicats chrétiens Gaston Tessier à la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail ? [3] Plus d'une fois, lors des derniers conflits sociaux, on a vu des chefs d'entreprise faire, dans les pourparlers, un régime de faveur aux organisations cégétistes. Et sans doute la S. C. du Concile avait-elle ses raisons quand, le 5 juin 1929, elle invitait les industriels catholiques dont la requête avait provoqué son intervention à « faire aux syndicats chrétiens un traitement, sinon meilleur, au moins égal à celui qui est fait aux autres organisations nettement irréligieuses et révolutionnaires [4]. » C'est donc bien une politique, sous laquelle on trouve une idée que les *Dossiers*

[1] *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1929.
[2] Cité par M. J. Berthelost, *Correspondant* du 10 juillet 1929, p. 50.
[3] *Croix* du 2 déc. 1927.
[4] La C. G. T. n'est pas ingrate. A la séance 414 du *Comité national d'Etudes sociales et politiques*, tenue le 3 février 1930 à la Cour de Cassation sous la présidence de M. de Peyerimhoff, M. Dubreuil, de la C. G. T., se ralliait aux vues qui venaient d'être exposées par des représentants autorisés du patronat sur la Rationalisation. Et il ajoutait : « Quant à ce qui concerne la liberté et le développement intellectuel des ouvriers, c'est une question entièrement distincte de celle de la rationalisation, qu'il ne peut y avoir aucun intérêt à confondre avec elle : nous savons quels sont nos devoirs à ce point de vue, et nous nous en chargeons. » Ce qui est proprement le « socialisme éducateur » auquel Pie XI reconnaît « pour père le libéralisme et pour héritier le bolchevisme » *(Quad. anno*, p. 54). Mais on voit le danger : la puissance de travail de l'ouvrier au matérialisme économique, son âme au socialisme. De cette réconciliation entre les deux puissances jadis rivales, c'est la foi chrétienne et c'est l'esprit chrétien des masses ouvrières qui feront les frais. Ne fallait-il pas que ces faits fussent portés à la connaissance du Clergé de France et livrés à ses méditations ? Ils éclairent d'un jour singulier le double jeu dont nous citait des exemples déconcertants tel de nos confrères curé d'une paroisse industrielle. Il se les expliquera mieux quand il lira ces lignes.

de l'Action populaire [1] dégageaient récemment avec une opportunité indiscutable : « Il faudrait être aveugle pour ne pas voir qu'entre les divers syndicats, ce sont les chrétiens que le patronat organisé semble redouter le plus, précisément à raison de leur manie désagréable d'intégrer à chaque instant le moral dans l'économie. Imagine-t-on combien serait irritante, dans une Chambre syndicale patronale, l'opposition d'un groupe imposant d'adhérents à prétentions moralisantes ? A la porte des grands organismes de ce genre, il est écrit en grosses lettres impératives : ICI ON NE TRAITE QUE DES AFFAIRES ! Mêler aux chiffres, aux cours, aux *campagnes*, aux *opérations de Bourse*, des préoccupations éthiques, c'est se moquer du monde et tout bouleverser... [2]. D'où l'irritation des mêmes organismes devant les syndicats ouvriers où ces prétentions s'affichent ouvertement... Ce sont des trouble-besogne. » Qu'une telle attitude soit philosophiquement et théologiquement indéfendable, nos lecteurs n'ont assurément pas besoin qu'on le leur prouve. Ils ont de même déjà compris qu'un contingentement inspiré du seul intérêt commercial, auquel la morale n'aurait rien à voir, serait du matérialisme encore. On ne fait pas d'un poison un remède simplement en changeant l'étiquette.

V. — On ne s'étonnera pas que des observateurs éclairés, placés aux points où le fléau apparaît le mieux en sa progression menaçante, ne dissimulent pas leur inquiétude. Un des membres les plus éminents de l'épiscopat bavarois, Mgr Buchberger, évêque de Ratisbonne, écrivait récemment : « La grande question de notre temps n'est plus une question sociale ni même une question de nourriture ; tous se posent plus ou moins celle-ci : Le monde penche-t-il vers sa fin, ou, s'il est encore possible de vivre, quel prix et quel sens a la vie ? » De même le cardinal Bourne, primat d'Angleterre : « La crise présente est si compliquée et la situation si pleine de difficultés qu'il n'est pas possible à un homme de les embrasser dans tout leur ensemble. Même les meilleurs et les plus sages des citoyens n'ont pas pu trouver un terrain d'entente sur ce point... Le problème dépasse la compétence ou l'habileté des plus capables. »

Courageusement, la Commission générale des Semaines sociales de France, écartant d'autres sujets bien dignes cependant de retenir son attention, a fixé pour programme aux travaux de sa XXIVe Session qui doit se tenir à Lille l'été prochain « La vie économique internationale au regard de la Morale chrétienne ». Et ce nous est déjà une manière d'apaisement de penser que ces graves questions vont être enfin étudiées par des hommes en qui s'allie à une compétence indiscutée la fermeté du sens chrétien. Car il y faut les deux. Il ne s'agit, en somme, de rien de moins que de rétablir la primauté du spirituel dans l'ordre économique et social. On le comprend si bien chez les adeptes du matérialisme qu'on les voit, socialistes et libéraux, se rapprocher comme en un geste instinctif de défense. Combien suggestives étaient à cet égard certaines chroniques sociales de la *Croix* que nos lecteurs auront sans doute remarquées et qui méritaient bien de l'être ! M. A. de Tarlé y décrivait avec une pénétrante objectivité le glissement de l'industrie « du capitalisme au socialisme » : car c'est l'évidence même, « le régime impersonnel toujours plus accentué des sociétés anonymes n'est qu'une forme de socialisme à peine atténuée [1] ». Et on comprend, dès lors, que les ennemis d'hier répugnent moins à se tendre la main aujourd'hui. On comprend que le philosophe du parti socialiste français, M. Déat, ait pu écrire : « Le capitalisme n'a-t-il pas un rôle révolutionnaire à jouer qui coïncide dans une certaine mesure avec celui auquel prétend le socialisme ? A la limite, le capitalisme serait-il si loin du socialisme ? Au contraire, n'y a-t-il aucune conciliation imaginable, les oppositions d'intérêts et de classe sont-elles irréductibles ? [2] » M. G. Viance, qui citait récemment ces lignes dans la *Croix* [3], intitulait son article : « Les socialistes héritiers du capitalisme ». A-t-il tort de ne voir, en cette espèce d'accord de fait, rien de plus qu'un marché de dupes ? En tout cas, la question, pour nous, n'est pas de savoir si une forme du matérialisme est préférable à l'autre, mais bien de voir si nous ne nous libérerons pas des deux. Et on peut l'espérer, Dieu merci. Car le monde qui ne veut pas mourir commence à s'orienter nettement dans une direction tout opposée à celle où l'avaient lancé les encyclopédistes du XVIIIe siècle et la bourgeoisie libérale de 1830. Et parce que c'est de spiritualiser le monde qu'il s'agit, « une nouvelle fois, dans l'histoire du monde, c'est auprès de l'Eglise que les esprits avertis et les âmes dans le désarroi cherchent *les paroles de vie*. Y a-t-il faits plus significatifs que la reproduction littérale des textes pontificaux sur les rapports du capital et du travail dans les documents officiels du Bureau international du Travail ; que les applaudissements recueillis à la Chambre des députés par M. Duval-Arnould citant des extraits des encycliques de Léon XIII ; que les déclarations des hommes d'Etat de France et de l'étranger fai-

[1] *Dossiers de l'A. P.*, 25 oct. 1931 : « A propos d'une étude de M. E. Schneider. » Ceux de nos lecteurs qui ont lu cette étude (*Revue des Deux Mondes*, 15 nov. 1930) auront le plus grand intérêt à prendre aussi connaissance des réflexions que ce document a suggérées aux *Dossiers*.

[2] On a reconnu dans ces lignes un écho de *Quadragesimo anno* (p. 59) : « rationalisme... science économique séparée de la morale et par suite libre cours laissé aux passions humaines. » Nous avons cité ailleurs (*Ami*, 18 déc. 1930, p. 819) la constatation expérimentale de M. Romier, sur l'étrange dédoublement opéré en certaines consciences sous la pression des institutions économiques.

[1] *Croix* du 10 septembre 1931.

[2] *Perspectives socialistes*, p. 34.

[3] 3 octobre 1931.

sant appel à l'Église catholique, pour restaurer dans le monde les idées spirituelles sur le devoir, le culte de l'idéal, l'oubli de soi-même, la générosité ? [1] »

Certes, nous n'avons pas la simplicité de penser que la réforme des mœurs puisse suffire à sauver le monde et peut être n'a-t-on pas oublié ce que nous écrivions récemment [2] sur les deux aspects, moral et technique, des problèmes économiques. A dessein nous n'avons pas parlé de l'élément technique, sinon dans la stricte mesure où il était nécessaire de le faire pour l'intelligence de la tâche morale qui s'impose, la plus importante de beaucoup et *notre tâche* à nous. Ceux de nos lecteurs qu'intéresserait le côté technique pourront lire dans les *Dossiers de l'Action populaire* [3] les deux programmes élaborés, d'un côté par les industriels allemands, de l'autre par les syndicats ouvriers (syndiqués chrétiens compris) du même pays. La crise étant mondiale, on peut croire que, dans leurs grandes lignes, les programmes varient peu d'un pays à l'autre : d'où l'intérêt de ceux-ci pour des lecteurs français. Peut-être ne sera-ce pas sans quelque surprise qu'on verra le programme ouvrier présenté sans observations, alors que celui des industriels est donné comme inspiré d'un libéralisme économique peu compatible avec les enseignements de *Quadragesimo anno*. Pourtant, ce n'est que justice. Et nous en prenons volontiers occasion pour mettre en garde nos lecteurs contre un danger auquel on ne pense pas toujours assez chez nous. Car, il faut le redire encore, « tout n'est pas bon en dehors du socialisme. » Nous pensons qu'après l'encyclique un catholique fera sagement de n'accueillir qu'avec une prudente réserve certaines informations et suggestions lancées dans l'opinion par une presse soumise encore aux influences libérales, étroitement dépendante du « Capitalisme vicié. »

N'en aurait-on pas un exemple dans la récente déclaration de l'*Union des Syndicats patronaux des industries textiles ?* (Paris, 21 novembre 1931). Que les dirigeants de ces industries se concertent entre eux sur les meilleurs moyens de remédier à la crise qui les touche si durement, rien de mieux. Qu'ils donnent leur préférence à une technique économique, c'est leur droit, pourvu qu'ils le fassent en tenant compte de toutes les exigences de la loi morale. Or, nous ne sommes pas sûrs qu'ils l'aient fait. Était-il équitable d'insinuer (pour ne pas dire plus) que la crise économique aurait été causée par le développement de la législation sociale ? L'explication était assez inattendue. Car enfin, nul n'ignore que la crise est caractérisée par une surproduction absolument anormale qu'une consommation même artificiellement excitée n'arrive plus à absorber [4]. Pourquoi, pendant qu'on y était, n'avoir pas proposé bravement de reporter de 8 à 10 heures la journée de travail pour réduire la production et de diminuer les salaires pour accroître les possibilités d'achat des ouvriers et faire d'eux de plus utiles consommateurs ? Mauvaises plaisanteries que tout cela, et en matière assez grave, hélas, pour qu'on en traite sérieusement. Il est trop évident pour tous que les grands responsables sont ceux qui, ayant la direction de l'économie, n'ont su ni prévoir ni organiser. Les techniciens du Capitalisme feront bien de se montrer modestes, et, s'ils sont catholiques, de lire et méditer attentivement *Quadragesimo anno*. — Entre autres vœux, l'*Union textile* émettait celui « que les pouvoirs publics s'abstiennent de toute mesure, qu'il s'agisse de congés payés ou de tous autres projets, de nature à aggraver les frais d'exploitation. » Nous voudrions être bien sûrs que dans ces « tous autres projets » n'est pas englobé celui des allocations familiales obligatoires, voté déjà par la Chambre et en instance de discussion au Sénat. Si cela était, il faudrait le dire franchement. Car l'encyclique est formelle : « On n'épargnera aucun effort en vue d'assurer aux pères de famille une rétribution suffisamment abondante pour faire face aux charges normales du ménage. Si l'état présent de la vie industrielle ne permet pas toujours de satisfaire à cette exigence, la justice sociale commande que l'on procède sans délai à des réformes qui garantiront à l'ouvrier adulte un salaire répondant à ces conditions [1]. » C'est de droit naturel. Et même pour les congés payés, l'étude, très modérée d'ailleurs, publiée le 15 juin dernier sur ce sujet dans le journal de la J. O. C. nous semble garder toute sa valeur. Ne serions-nous pas en présence d'une manifestation de cette « prépotence sociale » que le Pape se refuse à confondre avec la propriété privée ? [2]

C'est le moment qu'a choisi Pie XI pour rappeler aux hommes qu'ils sont frères et les convier tous à une magnifique croisade de charité. Par la voix du *Populaire*, le parti socialiste a cru pouvoir se gausser d'un recours à la justice et à la charité pour remédier aux maux du monde : « Pourquoi pas la brise marine et le parfum des fleurs ? » Ce qui n'est pas une réponse mais seulement une pirouette. Quand le monde gémit sous le poids du matérialisme et quand l'égoïsme le glace, croit-on que le remède puisse être autre qu'un appel aux forces spirituelles insuffisamment agissantes et qu'un effort pour stimuler la charité ? Tant pis pour le socialisme si, à ses yeux, justice et charité comptent tout juste autant comme régulateurs des relations entre les hommes que la brise marine et le parfum des fleurs.

Vraiment, un monde est en train de finir que nous n'aurons aucune raison de regretter ; car il était construit à rebours de celui qu'avaient édifié les bons ouvriers de la civilisation chrétienne. L'un et l'autre ne s'opposaient pas moins que l'individualisme et la charité. « Le remède ne sor-

[1] La *Croix*, 18 février 1931 : article du P. Merklen.
[2] *Ami* du 17 décembre 1931.
[3] 25 nov. 1931.
[4] Cf. *Ami*, 2 avril 1931.

[1] *Quadragesimo anno*, p. 34.
[2] *Ibid.*, p. 51.

tira pas du mal, écrivait encore G. Viance. Les têtes sont malades bien plus que les bourses ; le capitalisme moderne est indéfendable, artisan de misères humaines et de sa propre ruine. » Et encore : « Il ne servira à rien de faire remarquer prudemment que le capitalisme a rendu d'immenses services à l'humanité qui lui doit son progrès matériel [1], que sans doute il a ses défauts et ses faiblesses, comme toute institution humaine, mais que, tout compte fait, si... mais... Il ne s'agit pas d'une controverse académique sur *le* capitalisme qui peut garder une forme légitime. Il s'agit de *ce* capitalisme concret... qui va faire peser sur les nations un tel amas de difficultés et de misères, que ce qui n'aura pas su s'en distinguer sera balayé, soit qu'on retrouve la voie de salut, soit qu'on tombe au socialisme, c'est-à-dire à un capitalisme pire que l'autre. » A quoi faisait écho, dans un journal qui, certes, ne s'inspire pas du même idéal que nous, la *Volonté*, un écrivain politique dont il faut au moins louer la clairvoyance et le courage, M. Pierre Lœvel [2] :

« Ce ne sont pas des monnaies qui tombent, mais un système économique qui s'écroule. L'ère du capitalisme individuel sur lequel depuis un siècle et demi a vécu la civilisation bourgeoise prend fin. Il ne s'agit ni de s'en désoler ni de s'en réjouir, selon ses tendances, mais de constater le fait honnêtement, bravement. Partout craque, s'effondre une armature économique qui a eu sa grandeur, son utilité, en même temps que ses inévitables méfaits, et sur laquelle avait évolué la société humaine. Partout s'avèrent impuissants les remèdes de pacotille tirés du vieux Codex. Un monde en gésine accouche laborieusement d'un monde nouveau. Nous pleurerons sur celui qui meurt quand nous en aurons le loisir, c'est-à-dire quand l'autre sera né. Pour le moment, la tâche urgente, c'est de délivrer le monde qui enfante. ...Le règne de l'individuel a pris fin... Il faut accepter cette mort et s'organiser pour une renaissance [3]. »

Nous pouvons l'affirmer sans crainte après *Casti Connubii*, *Quadragesimo anno* et *Nova impendet*, l'Eglise est prête, les événements ne la prendront pas en défaut. A nous d'être prêts aussi pour ne pas gêner mais servir son magnifique effort.

VI. — Dans le domaine de l'action immédiate, on nous permettra bien d'attirer l'attention de nos confrères sur deux aspects de la crise qui nous intéressent particulièrement en tant que guides des consciences et recours ordinaires des malheureux.

Guides des consciences, nous pourrons avoir à les mettre en garde contre des écarts auxquels les entraînerait la contagion de l'exemple. On nous a signalé des commerçants qui, acculés à la faillite, proposent à leurs créanciers des concordats sur la base de 5 ou 10 % : « Si vous ne vous en contentez pas, vous n'aurez rien, parce que la liquidation ne donnera rien. » Ou encore ce cas : la société X Y Z s'est fait mettre en liquidation alors qu'elle devait des salaires à son personnel, lequel, par sympathie pour Z, avait accepté un moratoire ; X et Y, se débarrassant de Z, ont lancé une nouvelle société et se refusent à rien payer, renvoyant les ouvriers au liquidateur de l'ancienne société. Cruelle plaisanterie, puisqu'ils savent mieux que personne qu'il n'y avait rien à l'actif. Tel ouvrier perd dans l'aventure 3.000 fr. de salaires impayés. Il est clair que fussent-elles même légales, de telles pratiques ne sauraient jamais devenir légitimes.

D'autre part, nous ne pouvions pas ne pas être des premiers à nous enrôler dans cette croisade de prière et de charité à laquelle le Pape conviait tous les fidèles. Parmi les directives données à cette occasion par nos évêques, les moins opportunes ne sont pas celles qui visent l'assistance par le travail, « la plus noble et la plus moralisatrice de toutes. » Voici comment s'en exprimait, entre autres, une belle lettre pastorale de Mgr l'Archevêque de Reims :

« Justement fier de sa dignité, l'ouvrier français préfèrera toujours à tous les secours donnés à l'inaction, le pain noblement gagné par ses bras. Ce pain-là rend fort et ne laisse point d'amertume. Aussi, sans nous dissimuler les obstacles qu'à l'heure présente peut rencontrer un tel effort, à tous ceux qui le peuvent, nous disons : Prévoyez pour vos maisons, vos usines, vos ateliers, vos champs, les travaux qui peuvent être confiés aux ouvriers menacés de chômage, afin que dès maintenant l'inquiétude s'atténue dans leur esprit... C'est à condition d'aimer sincèrement, tendrement et pour tout dire chrétiennement nos compatriotes que, sans distinction de rang, d'opinion ou de parti nous nous porterons vers tous ceux qui sont dans le besoin, uniquement du fait qu'ils sont dans la misère, et que, pour les secourir, nous accepterons les restrictions et sacrifices que ce service impose. Que dis-je ? c'est à la condition de s'aimer entre peuples que ceux-ci pourront porter même au delà des frontières un regard de compassion et de pitié, et se rapprocher même des étrangers dans un esprit d'entente en vue d'une collaboration économique et sociale dont tous tireraient profit. »

Nobles paroles qui seront comprises de tous les catholiques et révéleront peut-être à quelques autres un catholicisme très beau qu'ils ne soupçonnaient pas.

VII. — Nous n'avons pas le droit de passer sous silence le paragraphe de *Nova impendet* relatif au développement désordonné des armements. Cet

[1] L'auteur observe très justement en note : « Comme s'il s'était trouvé un jour des capitalistes ne sachant que faire de leur argent et qui se seraient dit : Assurons le progrès matériel de l'humanité ! En réalité, c'est le progrès scientifique et technique qui, au régime du libéralisme, a engendré le capitalisme moderne. » (*Croix*, 10 oct. 1931).

[2] A la suite d'une coquille dont il serait aisé de retrouver l'origine, cet article très remarqué, bien des fois reproduit, a été ici et là généreusement attribué au chef du gouvernement M. Pierre Laval.

[3] Il n'est que juste de reconnaître que cette élévation de vues n'est pas générale dans la presse et que le vieux libéralisme y garde encore trop de sympathies. N'est-ce pas le *Temps* qui, tout récemment, à propos d'un point de législation sociale, protestait contre l'introduction d' « une notion morale dans l'économie politique à la faveur d'une confusion verbale » ? Ce qui éclaire peut-être la mauvaise humeur du *Temps* à l'endroit des directions pontificales : elles introduisent partout, en effet, des notions morales. On en était tellement déshabitué !

appel, on ne le comprendrait pas si l'on ne se rappelait que l'action pacificatrice de l'Eglise, bien loin d'être une nouveauté, rentre au contraire dans le cadre de ses préoccupations de toujours [1]. Sans remonter bien haut dans l'histoire, qui n'a gardé souvenir de la belle encyclique *Præclara* où Léon XIII s'efforçait d'éclairer l'opinion catholique sur des institutions comme la conscription et la paix armée, que leur origine révolutionnaire et bismarckienne eussent déjà dû nous rendre plus que suspectes ? Ce que disait Léon XIII, c'est ce que redit Pie XI : gaspillage de temps pour la jeunesse (et dangers moraux de toute sorte, ajoutait-il avec grande raison), surcharge écrasante des dépenses publiques, danger constant de conflagration universelle. Léon XIII ne fut pas écouté, et l'on sait ce qui s'ensuivit. Où en sommes-nous aujourd'hui ? « Malgré la Société des Nations et les terribles leçons de la guerre mondiale, les grands pays d'Europe et les Etats-Unis dépensent environ 3 milliards et 3/4 de francs-or de plus pour les armements qu'il y a six ans. Voilà la vérité. Ces énormes dépenses, comme dit le Souverain Pontife, sont soustraites au bien-être public. On prétend dans chaque pays qu'elles garantissent la sécurité nationale. Il est au contraire bien évident que de tels excès la desservent... En ces temps de crise, la course aux armements apparait à l'opinion populaire comme une folie et par là même elle donne prise à l'agitation révolutionnaire [2]. » Selon la très juste remarque de M. Thellier de Poncheville [3], « ce spectacle paradoxal nous est accablant : tandis que la Société des Nations fait effort pour s'édifier à Genève, les peuples travaillés par leur irritation nationaliste se dissocient de plus en plus. Tous ont horreur de la guerre, et comme pris de vertige ils s'entraînent mutuellement sur la pente fatale. Derrière leurs conducteurs tremblants ils s'affolent et s'exaspèrent à sentir qu'on ne les a pas mieux préservés du gouffre. »

Pie XI déplore qu'on n'ait pas encore compris les graves avertissements de Benoît XV. Il exhorte les évêques du monde entier à « éclairer les esprits par tous les moyens de prédication et de presse à leur disposition, et à disposer les cœurs aux requêtes de la droite raison et plus encore de la loi chrétienne »... C'est, en effet, l'impérieux devoir de tous. Ce devoir, ne l'aurons-nous pas rempli en nous opposant, discrètement, certes, mais avec force, à ces campagnes de dénigrement systématique d'une certaine presse contre toute entreprise d'organisation de la paix ? N'est-elle pas infiniment douloureuse cette satisfaction malsaine qu'on ne sait même pas dissimuler quand la Société des Nations n'aboutit pas du premier coup à terminer un différend ? Certes, l'organisme de Genève n'est pas parfait et bien du temps se passera encore avant que ses détracteurs soient réduits au silence, si tant est que ce jour doive jamais venir. Pourtant, ne serait-ce pas justice de se rappeler que l'arbitrage a déjà rendu de grands services au monde depuis la Guerre mondiale, soit en dirimant des conflits, soit du moins en orientant les parties vers une solution pacifique : conflit anglo-turc au sujet de Mossoul en 1924 25 ; conflit gréco-bulgare en octobre 1925 ; conflit polono-lithuanien en décembre 1927 ; conflit bolivo-paraguayen en 1928. C'est de l'histoire, et parce qu'elle est d'hier nous serions sans excuse de dire ou laisser dire que la Société des Nations est impuissante et n'a rien fait : ce n'est pas vrai.

Nos cardinaux et archevêques viennent de nous rappeler que nos obligations envers notre patrie ne doivent pas nous faire perdre de vue nos devoirs de justice et de charité envers les autres peuples. L'un de nos évêques, Mgr Béguin, dégageait aussitôt de ce rappel de principes les conséquences qu'il comporte dans le domaine de l'action [1]. Et du haut de la chaire de la basilique de Montmartre Mgr Fillon exposait en termes magnifiques la doctrine traditionnelle de l'Eglise sur l'harmonie nécessaire dans l'âme des fidèles entre le devoir national et le devoir international [2]. Car s'il est un ordre de la charité qui nous oblige d'abord envers le prochain le plus proche et s'il est d'imprescriptibles règles de prudence, il est aussi un dogme de la fraternité de tous les hommes qui nous rend impossible la poursuite de notre bien propre indépendamment du bien de tous. N'est-ce pas pour nous, catholiques, un sujet de fierté bien légitime de reconnaître au fond de la théologie des S. Augustin, des S. Thomas d'Aquin, des Vittoria, des Suarez, en même temps que la pensée de Pie XI, la vérité profonde, humaine pourrait-on dire, que suppose la formule sous le signe de laquelle se poursuit aujourd'hui le méritoire effort pour l'organisation de la paix : ARBITRAGE — SÉCURITÉ — DÉSARMEMENT ?

Dieu veuille que bientôt les catholiques de France, ayant retrouvé tous leur pleine indépendance de pensée, marchent unis sous la conduite de leur chef légitime vers les seuls objectifs qui soient vraiment dignes de leur proverbiale générosité !

§ II. — LA NOUVELLE JEUNESSE CATHOLIQUE

I. — Le très beau pèlerinage à Rome de notre vaillante J. O. C. française, en septembre dernier, nous fournit une excellente occasion de faire une place aux Jeunes dans les colonnes de cette Chronique. Sujet auquel on revient d'autant plus volontiers que l'espoir de lendemains meilleurs aide à porter mieux les soucis du présent. Reparlons donc d'abord un peu de la J. O. C. [3] en parlant de son pèlerinage.

[1] On trouvera dans les *Documents de la Vie intellectuelle,* 20 nov. 1931, une remarquable étude du professeur Oscar de Halecki sur « le rôle historique de l'Eglise dans la pacification des peuples ».
[2] *Courrier de Genève,* 8 octobre 1931 (cf. *Doc. cath.,* 17 octobre 1931).
[3] *Le prêtre dans la mêlée de son temps,* p. 23.

[1] *Vie Catholique,* 31 octobre 1931.
[2] *Croix,* 10 novembre 1931.
[3] Cf. *Ami,* 18 déc. 1930.

Car ce fut un événement que ce pèlerinage. Il ne fallait rien de moins que l'audace de la jeunesse pour l'entreprendre en un pareil moment. Les ouvriers ne sont jamais bien riches ; les jeunes le sont moins que les autres ; et en période de crise économique, vouloir organiser un pèlerinage de jeunes ouvriers à Rome, en dehors de tout concours étranger qui eût pu, en des esprits malintentionnés tout au moins, faire naître des doutes sur la parfaite indépendance du jeune mouvement, pouvait paraître tenter Dieu. C'était seulement faire confiance à sa Providence : le résultat l'a bien montré. La vente massive du calendrier jociste par les membres de toutes les sections animés d'une émulation joyeuse devait fournir le fonds commun : les 100.000 exemplaires de l'édition furent enlevés. Partout on économisa et on ferait un bien beau florilège des sacrifices que surent s'imposer ces braves enfants pour répondre à l'invitation du Père qui désirait les voir. Plusieurs, beaucoup, durent au dernier moment abandonner l'espoir : l'usine fermait ses portes. Malgré tout, les *Roumieux* furent encore 1.200 [1].

Nous ne redirons pas ce que nos lecteurs ont pu apprendre déjà par la presse. Mais il n'est pas sans intérêt de noter quelle impression les jocistes ont laissée d'eux à Rome. Impression de piété, d'abord, de piété sérieuse, profonde, virile. Les messes de communion, à Rome même et à Assise, ont vraiment fait sensation, en particulier la messe à la catacombe des SS. Nérée et Achillée (patron du Pape), où les moins émus ne furent sans doute pas les trois prêtres qui, distribuant la communion, ne pouvaient retenir leurs larmes. Impression de sens catholique, d'ardent amour du Pape. Et rien n'était touchant comme cette audience où, le protocole étant, de par la volonté du Père, laissé de côté, Pie XI allait d'un groupe à l'autre, disant un mot aimable à chacun, laissant ces enfants lui parler eux-mêmes avec la plus charmante confiance : « Saint-Père, vous avez envoyé de l'argent à M. le Curé pour l'aider à bâtir son église : il m'a dit de bien vous remercier. » Impression de force jeune, souple et disciplinée. Et la population comme les autorités italiennes ne pouvaient retenir des marques d'étonnement à la vue de cet ordre parfait obtenu sans la moindre contrainte. Qu'on en juge : onze minutes après l'arrivée du premier train, tous ses occupants étaient déjà dans les tramways ; les règlements de police exigeant la tranquillité de la rue après 10 h. du soir, ce fut assez de passer la consigne pour que la sortie du meeting de la Grégorienne et le retour de ces 1.200 jeunes gens à leurs logements divers s'effectuassent *dans le grand silence*. Tout cela sous la conduite des seuls dirigeants jocistes, toujours attentivement écoutés, immédiatement et ponctuellement obéis. Or, qu'on veuille bien s'en souvenir, de ces jeunes, beaucoup reviennent de très loin [1]. Le Pape avait pris les moyens de se faire tenir au courant des faits et gestes des jeunes pèlerins durant leur séjour dans la Ville éternelle. Il ne dissimula pas sa joie profonde : « Voilà la vraie éducation chrétienne... C'est une des plus belles journées de la vie du Père. » Et de fait, la J. O. C. a toujours déclaré qu'elle voulait être d'abord un moyen de formation, qu'elle avait l'ambition de faire, selon les principes évangéliques et d'après les directives de l'Eglise, l'éducation intégrale de la jeunesse ouvrière. Elle a donné la preuve que la tâche n'est pas au-dessus de ses forces et permis d'entrevoir ce que peut être demain, si nous savons nous y prêter, l'Action catholique : « Cette Action catholique que vous représentez si splendidement dans ce qu'elle a de plus actif et de plus authentique, » a dit le Pape lui-même aux jocistes.

De cet important discours du Saint-Père, qui dura tout près d'une heure et dont on a pu lire le texte dans les journaux ou revues catholiques, nous ne retiendrons qu'une idée, parce qu'elle nous semble être de grande conséquence : le Pape place sur le même pied J. O. C. et J. O. C. F. [2]. Il en a parlé en privé et par deux fois dans son discours. « Cette bénédiction, vous trouverez la manière de la faire passer à vos sœurs les ouvrières jocistes, pour leur dire que nous les attendons à leur tour à Rome. Nous savons qu'elles vous imitent dans l'apostolat du Christ. Nous souhaitons qu'elles vous imitent aussi dans votre pieux pèlerinage. Vous leur direz que nous les attendons : elles seront aussi les bienvenues dans la maison du Père. » Paroles qui ne peuvent manquer d'avoir leur retentissement là surtout où le développement de la J. O. C. F. a rencontré des difficultés. Il est clair que les méthodes jocistes sont appelées à faire le même bien dans l'élément féminin de la jeunesse ouvrière que parmi les jeunes gens, non moins clair que les progrès du mouvement seraient rendus très difficiles, peut-être même tout à fait enrayés si les jeunes ouvrières y échappaient. De ce point de vue encore, le pèlerinage à Rome aura été un événement décisif pour la rechristianisation de la classe ouvrière en France.

Avec une ardeur décuplée et ce sens des réalités qui est une de ses caractéristiques, forte du mot d'ordre du Pape : « la conquête, » la J. O. C. s'est attelée bravement aux tâches que lui dictent les difficultés de l'heure : défendre contre les périls de l'oisiveté les jeunes ouvriers sans travail, et

[1] Est-il hors de propos de rappeler que pendant le voyage de retour de nos 1.200 jocistes, 6 000 jocistes belges, *flamands et wallons réunis*, dont 300 ou 400 crânement en tenue de travail, menuisiers, mécanos, cuistots, pâtissiers, boulangers, mineurs, allaient prier la Vierge de Lourdes de les aider à « rendre chrétiens leurs frères » ? Décidément il y a du nouveau dans le monde du travail.

[1] Un joli geste à sauver de l'oubli. L'ambassadeur de France voulut recevoir les jocistes : non pas une délégation de vingt, comme on le lui proposait, mais « au moins 200. » On observa que le choix et surtout l'élimination soulèveraient des difficultés pratiquement insurmontables. « Eh bien, alors, qu'ils viennent tous ! » Jamais, sans doute, les salons de l'ambassade n'avaient vu « réception » aussi brillante, à laquelle rien ne manqua, pas même les vins fins de Sicile.

[2] Réparons un oubli. L'adresse de la *Jeunesse ouvrière féminine* est 112 bis, rue de Vaugirard, Paris 6e.

trouver au plus grand nombre possible un autre emploi, fût-il provisoire, qui leur permette de vivre. On mesure l'importance économique et sociale de ce dernier souci, et la J. O. C. n'en est pas moins à féliciter que cet ingénieur père de quatre enfants qui, pour gagner quand même leur pain, n'a pas hésité à s'embaucher comme terrassier. Dans une organisation comme chez un homme, cette faculté d'adaptation aux dures exigences de la vie ne suppose-t-elle pas autant d'intelligence lucide que de noblesse d'âme et de générosité ?

II. — La J. O. C. aura été une révélation pour les éducateurs de la jeunesse catholique, et ce sont les plus qualifiés de ces éducateurs qui en témoignent. Ecoutons le R. P. Lalande, aumônier général de l'A. C. J. F. : « Ce que ceux de l'extérieur ne peuvent apercevoir très exactement, c'est la transformation profonde qui, depuis quelques années, s'opère dans l'A. C. J F. tout entière sous l'influence des méthodes de la J. O. C [1]. » Certes, personne ne conteste qu'il se soit fait chez nous du bon travail avant qu'y ait été introduit le jocisme. Mais ce travail, les heureux résultats qui en apparaissaient, n'arrivaient pas à conjurer ces fléaux redoutables : « l'apostasie des masses ouvrières, la désertion de nos églises de campagne, l'abandon des milieux laïcisés de l'enseignement primaire, l'insuffisance de notre action dans l'enseignement secondaire et supérieur. » La cause, confessons-le bien simplement, était dans une grosse erreur de psychologie, dans la méconnaissance pratique de la place capitale que tiennent dans la vie de tout homme les préoccupations professionnelles. Mettez ensemble trois catholiques excellents : un ouvrier d'usine, un rural, un intellectuel ; et comptez combien il faudra de *minutes* pour qu'ils n'aient plus rien à se dire, dépaysés qu'ils seront tous les trois de ne plus se trouver dans leur milieu. La contre-épreuve ne serait pas moins concluante : trois ouvriers, ou trois ruraux, ou trois intellectuels de formation religieuse ou philosophique différente, écartant ce qui les divise, n'auront aucune peine à converser pacifiquement durant des heures. Nos œuvres de jeunesse ne tenaient pas compte de cette loi ; selon la noble remarque d'un des plus distingués de nos aumôniers de Jeunesse Catholique, « c'est à de petits ouvriers que Dieu a donné de nous la rappeler » : « abscondisti hæc a sapientibus et prudentibus, et revelasti ea parvulis. » D'où ces mouvements spécialisés dont le lancement n'a pas été sans peine, dont l'organisation se poursuit malgré bien des difficultés, la moindre n'étant pas l'adaptation à « la nouvelle A. C. J. F. » de ceux qui travaillèrent dans l'ancienne. Pourtant, en dépit des appréhensions, l'expérience se révèle chaque jour plus concluante. Au lieu de commencer par sortir les individus de leur milieu social considéré comme radicalement impropre à leur formation,

« tout l'effort de la nouvelle A. C. J. F. consiste à agir sur les milieux sociaux par les individus plutôt que par un milieu artificiel sur ces individus... Pour cela, il nous faut dégager dans chaque milieu social paganisé ou en passe de devenir tel une élite de chrétiens militants qui travaille intensément à le *reconquérir*. Il faut qu'ils se montrent les meilleurs ouvriers, les meilleurs agriculteurs, les meilleurs étudiants, les meilleurs marins ; il faut qu'ils soient pleinement, essentiellement, ouvriers, agriculteurs, étudiants, marins. Ils n'iront pas fonder à part une œuvre où ils vivront entre eux, une œuvre exclusivement réservée aux catholiques, mais leur cercle, ouvert à tous, n'est pour eux que le point de départ d'une action plus féconde dans le milieu professionnel qu'ils veulent sanctifier et sauver. »

Comme toutes les choses humaines l'organisation nouvelle ne pouvait pas ne pas présenter de dangers. C'en était un, et il n'était pas mince que celui d'un cloisonnement entre les différents milieux, qui eût développé, non seulement *l'esprit de classe*, nécessaire et même bienfaisant quand on le comprend comme il faut, mais *l'esprit de coterie*, forme de l'orgueil collectif et non pas la moins détestable. Montrer comment il y a été paré nous entraînerait trop loin : qu'il nous suffise de dire qu'on l'a fait. C'en était un autre que d'exposer à la ruine les formations de Jeunesse catholique établies en des centres où la spécialisation n'était pas possible et de s'interdire du même coup toute progression parmi les éléments non spécialisables. Rien à craindre non plus de ce côté. Il est entendu, en effet, qu'il reste place dans l'A. C. J. F., à côté des mouvements spécialisés, pour une *Jeunesse catholique* (J. C.) selon l'ancienne formule. Et même, parce que la J. C. n'entend pas avoir l'air d'une recette pour accommoder les restes, la voilà qui commence à faire parler d'elle, qui, par l'étude méthodique des milieux qui lui sont réservés, en « s'accrochant à la réalité », s'organise à son tour en vue de la conquête. Chez elle aussi le souffle de l'Esprit a passé [1]. Aussi les préventions tombent-elles devant les résultats, et dès Pâques dernières, lors du pèlerinage-congrès de Lourdes, la certitude était acquise que la transformation répondait bien aux exigences des temps nouveaux.

Pourrions-nous ne pas présenter au moins brièvement les deux plus importantes des formations qui avec la *Jeunesse ouvrière* (J. O. C.) constituent dans la nouvelle A. C. J. F. l'ensemble des groupements spécialisés ? Nous voulons parler de la *Jeunesse agricole* (J. A. C.) et de la *Jeunesse étudiante* (J. E. C.). Il faut en convenir, cette espèce d'algèbre importée d'Amérique manque autant

[1] *Vie Catholique*, 16 mai 1931. Sauf indication contraire, les citations qui suivent sont également empruntées à cet article.

[1] Le Secrétariat Général de la J. C. tient à la disposition de ceux que cela intéresse le recueil des *Lettres et Circulaires* préparatoires au lancement de la J. C. ou à la transformation en J. C. des anciens groupes non spécialisés d'A. C. J. F. Adresse : 14, rue d'Assas, Paris 6e. C'est aussi à cette adresse qu'on trouvera les publications dont nous parlerons plus loin.
On lance en ce moment même un nouvel organe : *Militants* (8 fr. par an), pour les militants de la J. C. Deux nos ont paru.

d'élégance que de clarté. Mais les appellations de *Jocistes, Jacistes, Jécistes* sont en passe d'acquérir chez nous une popularité de si bon aloi, et il est d'autre part si évident qu'à chose tout à fait nouvelle il faut un vocable nouveau, que cela vaut bien le petit effort d'intelligence et de mémoire nécessaire pour s'y adapter.

III. — Le premier nº du journal la *Jeunesse agricole* [1] porte la date de mars 1930. Il définit très nettement la J. A. C. C'est « un *groupement de jeunes* qui veulent garder fidèlement leur attachement au sol et à la foi chrétienne. Elle est une *camaraderie* entre « gars du pays » où chacun se sent chez soi, où l'on s'aime fraternellement, toujours prêt à se rendre service les uns aux autres. Elle est une *école de formation* aussi, dans laquelle chacun s'efforce de devenir meilleur et plus instruit des choses de son métier, où l'on apprend au jeune agriculteur, futur exploitant de demain, à mieux comprendre ses responsabilités sociales, civiques et familiales ». Dès cette première heure, on trouve à la J. A. C. le même souci qu'à la J. O. C. de rendre aux Jeunes d'aujourd'hui la noble et sainte fierté de leur état. « Hier, nous, les terriens, nous étions encore des isolés, des résignés, des timides ; nous baissions la tête, honteux de notre origine paysanne. Demain, fiers de notre idéal et des vraies grandeurs de notre profession, nous deviendrons une force, nous aussi nous saurons parler et agir. » Fierté qui n'a rien de l'orgueil, et qui, faite tout simplement de l'acceptation joyeuse du poste où l'on est appelé par la Providence à *servir,* incline naturellement à l'intelligence et au respect d'une semblable disposition chez les autres. Dès la toute première heure aussi, la flamme d'apostolat, l'entrain, l'esprit conquérant animent la formation nouvelle. « Il y a chez nous d'immenses désirs de perfectionnement, désirs d'action aussi qui demeurent inassouvis, incohérents et vagues. Il nous manque des chefs qui nous connaissent réellement et nous entraînent. Ce que nous demandons, c'est qu'on nous comprenne dans notre situation et notre état d'âme particulier, et jusque dans nos besoins matériels : c'est qu'on nous organise, qu'on nous encadre et qu'on nous entraîne. On verra alors ce que nous sommes capables de faire *avec des chefs en qui nous aurons confiance.* » On aura remarqué cette insistance sur le besoin de chefs, si conforme aux désirs exprimés par Pie XI sur le rôle du laïcat dans l'Action catholique.

Le premier nº du journal avait lancé le mot d'ordre : « Trouvez-nous 10.000 abonnés ». Le dernier paru à ce jour (novembre 1931) accuse un tirage de 15.000. Tous les lecteurs ne sont pas abonnés, certes, mais ce chiffre représente quand même un bel effort. A la *Jeunesse agricole* est venu s'ajouter le *Bulletin des jeunes agriculteurs catholiques* [2] spécialement destiné aux militants, pour les former, les élever, stimuler chez eux l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités, les empêcher d'oublier qu'à côté des agriculteurs, il y a aussi les autres, tous les autres, et qu'il faut marcher, travailler en étroite union avec eux. La série des éditions jacistes est lancée avec un manuel [1] vivant, alerte, plein de choses, qui a su éviter l'écueil de plagier le manuel de la J. O. C. et même de « s'en inspirer », mais qui avec des moyens appropriés, joue un rôle identique et atteint le même but. Ses enquêtes sur le *Domaine rural et la famille* (0, 75) sur le *Problème des distractions au village* (2 fr.) [2] vont prendre les jeunes ruraux au sein même de leurs préoccupations habituelles, et de là les entraînent vers les objectifs que doit se proposer tout chrétien s'il veut vivre sa foi, s'il veut, surtout, être un apôtre. Et on le veut à la J. A. C.

IV. — La *Jeunesse Etudiante* est partie la dernière : son organe, *L'Appel,* [3] n'en est qu'à son vingtième numéro. Il faut croire qu'elle n'est pas en retard pour autant, car voici comment la présentait à ses lecteurs, en juillet dernier, *l'Ecole libératrice*, organe du syndicat des instituteurs socialistes : «... Ainsi s'étend et grandit un mouvement singulièrement dangereux. Sous des dehors soumis et respectueux de la discipline scolaire, les jécistes, stylés par leurs directeurs de conscience qui les tiennent constamment en haleine, se lancent en « conquérants » à la « christianisation massive » de leurs camarades... Il n'est pour ainsi dire point de bulletin de la J. E. C. et de la J. E. C. F. [4] qui, sous le titre : « Que feras-tu demain ? » ne recommande vivement aux jécistes de se préparer aux emplois, examens ou concours des ministères, des préfectures... Sous le prétexte honorable de guider et de servir les jeunes militants et militantes de l'œuvre, c'est en réalité la méthode d'encerclement qui se développe et se précise... » Et après avoir dénoncé dans la J. E. C. le dernier élément de « l'édifice si patiemment et si ingénieusement dressé par l'Eglise contre l'école et la démocratie », le secrétaire du cercle parisien de la Ligue de l'Enseignement concluait : « Ensemble redoutable, corps puissant où tout s'enchaîne, se combine, se tend en vue d'un même effort : où la vie, une vie intense et profonde circule sans arrêt, corps dans lequel toutes les cellules concourent à une même œuvre de destruction et de transformation, doublement menaçante pour la République et pour l'Ecole » [5]. Cela ne fait qu'une variation de plus sur un thème qui n'est déjà plus très neuf : « Cet animal est très méchant : quand on l'attaque il se défend ».

Moins épique, la réalité se trouve être aussi bien autrement belle, et le premier numéro de

[1] Mensuel ; 5 f. par an.
[2] Mensuel, 8 fr.

[1] La J. A. C. *Pourquoi ? Comment ?* 3 f. 50.
[2] La J. A. C. s'occupe aussi très activement de la question des chansons, qui a tant d'importance au village.
[3] Mensuel, 5 fr.
[4] Branche féminine de la J. E. C.
[5] Cité par *Dossiers de l'A. P.*, 15 sept. 1931, p. 1832 et s.

l'*Appel* l'exposait avec la plus parfaite loyauté. Les jeunes qui en avaient pris l'initiative attiraient l'attention sur les problèmes que pose devant la conscience de l'étudiant chrétien la vie scolaire actuelle. Problèmes qu'on a tendance à considérer comme de peu d'importance quand on ne sait pas voir le grand côté des petites choses, mais où un esprit sérieux a tôt fait de reconnaître des répercussions considérables sur toute la vie : atmosphère trouble de l'Ecole, choix d'une carrière souvent laissé aux circonstances ou au hasard, insuffisante préparation à la vie...

« La J. E. C. est née parce que tous ces petits problèmes de la vie quotidienne étaient sans solution. Nous en avons assez d'aller à la dérive parce que trop de gens ont peur d'avoir une idée claire et chrétienne sur les petites et les grandes questions de la vie courante. Nous chercherons à en avoir une, et nous la dirons...

« Il y a toute une masse *studieuse* qui flotte à l'aventure sans savoir, sans même se demander ce qui l'attend. Il faut qu'elle se le demande, il faut qu'elle le sache, il faut qu'elle veuille le savoir. Tous les problèmes de cette masse studieuse sont ceux de la J. E. C., et la J. E. C. fait table rase de toutes les routines et de tous les préjugés pour examiner ces problèmes à la lumière de l'Evangile qui est l'immuable et sereine vérité de tous les siècles et de tous les hommes. »

Exactement, de quoi s'agissait-il ? De « faire comprendre à ceux qui ignorent le message chrétien que cette ignorance est pour eux comme un suicide ;... et d'obtenir de certains catholiques qu'ils ne donnent plus, sous le masque d'allures « dévotes », le scandale du reniement de leur Evangile ». Alors, la J. E. C. a lancé son *Appel :*

« Un appel à tous, parce qu'à notre âge il faut se dire que toute la vie ne se passera pas à faire des devoirs de français et de mathématiques, à jouer au foot-ball et à se faire nourrir par papa et maman. Alors, il faut savoir ce que nous ferons plus tard, pourquoi et comment nous le ferons, si nous serons des égoïstes qui feront crever les autres pour gagner des sous, des orgueilleux qui se serviront de ce qu'ils ont appris pour éblouir, ou au contraire de chics types qui comprendront les misères et la mentalité des hommes plus modestes qu'eux, qui seront préoccupés de les voir vivre plus humainement qu'aujourd'hui, et se mettront au service de tout le monde avec charité. Un appel à tous, parce que nous voulons que notre génération soit propre dans son corps et dans son âme, et que nous comptons sur vous, chers camarades, pour nous aider à faire régner dans l'école une atmosphère de pureté, qui n'est pas une histoire pour petites filles, mais un idéal pour types courageux, solides et équilibrés... Notre appel ne vise qu'à favoriser l'appel suprême, l'appel unique qui retentit dans le cœur de chacun de nos camarades. L'appel du Christ devant lequel notre appel humain doit s'effacer discrètement... »

L'*Appel* a été entendu et la J. E. C. réussit : on n'en peut pas douter quand on voit l'inquiétude qu'elle inspire à ceux qui, jusqu'ici, considéraient l'Ecole comme leur fief, pour en faire ce que l'on sait. Ses campagnes pour le relèvement du sport, qu'il faut débarrasser de sa brutalité et rendre noblement humain ; contre les brimades inconvenantes encore en usage dans certains « bahuts » ; contre les malhonnêtetés scolaires et les fraudes de toute sorte qui sont passées de règle et contre lesquelles, souvent, on ne proteste plus ; ces campagnes vont prendre les étudiants au sein de leurs préoccupations quotidiennes, réveillent ce qu'il y a de meilleur en eux et qui parfois sommeille, les amènent à se réaliser progressivement en se dépassant toujours. Et parce que les jeunes aiment qu'on les juge capables de grandes choses, ils s'élèvent jusqu'à les vouloir et finissent un jour par les faire. Application excellente de la loi que rappelait récemment Fœrster [1] : « L'enfant (et aussi, ajouterons-nous, le jeune homme) est un être en croissance... Si l'on veut l'élever à la maîtrise de soi, il faut lui traduire cette exigence morale dans la langue de la vie croissante, de la force, de la liberté... »

Les jécistes ont eux aussi leurs chefs, pris parmi eux, qu'un bulletin spécial, digne émule de l'*Equipe ouvrière* et du *Bulletin des jeunes agriculteurs, Messages* [2], instruit, forme, dirige. Le temps est bien passé où l'on s'imaginait avoir bien mérité de l'Eglise et de la Patrie en affirmant qu'il fallait « faire quelque chose » sans dire ni même savoir bien quoi. Qu'on lise dans *Messages* du 15 novembre dernier l'enquête sur la conquête jéciste, les directives mensuelles et permanentes, sans oublier, bien sûr, la page d'Evangile médité. Peut-être ne verra-t-on pas bien comment la République est en danger. Mais on ne doutera pas, et cela vaudra mieux, que Dieu ne soit en train de rentrer dans l'Ecole, pour parler comme feu M. Izoulet.

Nous trompons-nous en voyant dans ce magnifique essor de notre meilleure jeunesse un symptôme singulièrement réconfortant, aux heures graves que nous vivons ? Le salut du monde, il est là. Avec l'Eglise et sous son impulsion, où ils voient une force éprouvée par vingt siècles de durs labeurs mais toujours jeune, ouvriers, agriculteurs, étudiants, marins, veulent rendre à notre société le Christ et donc la vie. Présentant la Jeunesse ouvrière au Saint-Père, son président, G. Quiclet, lui disait : « Le laïcisme mortel, que vous dénonciez dans votre première encyclique, a chassé Dieu de l'usine; il a soustrait le monde du travail en particulier à l'influence du Christ et de son Eglise. Nous voulons, nous les jeunes, fidèles à vos enseignements, l'y faire rentrer en Souverain Seigneur et en Sauveur, afin que dans la classe ouvrière aussi se réalise votre devise : La paix du Christ dans le règne du Christ. »

Quand ils iront à Rome, jacistes et jécistes lui en diront autant.

§ III. — Bibliographie

Présentons quelques livres, pour finir. Et d'abord deux manuels.

1. — Le Précis de Sociologie [3] de M. Georges Legrand est le résultat du remaniement complet

[1] *Morale sexuelle*, p. 209.
[2] Mensuel, 5 f.
[3] Bruxelles, Dewit, et Paris, Giraudon ; in-12 de 332 p., 15 fr.

d'un ouvrage paru en 1912. C'est un *Précis* : donc par définition une œuvre où l'on s'est appliqué à faire tenir le plus de choses en le moins de développements possible. Voici du reste les titres des chapitres : le sens social, les rapports de l'individu et de la société, la notion générale de société, la société religieuse, la société familiale, la société civile, le nationalisme et l'internationalisme, l'idéal spirituel collectif et la mission sociale de l'art, la population, le travail, la propriété, l'hérédité, le groupement économique et son développement historique, l'organisation de la production (où est en particulier traitée avec l'ampleur qui convient la question ouvrière aux XIXe et XXe s.), l'organisation de l'échange, l'organisation du crédit. Une bonne table onomastique complète et termine l'ouvrage. La méthode synthétique de l'auteur lui assure d'emblée la faveur des esprits philosophiques. Son souci d'être bref ne nuit pas à la clarté des exposés et n'entraîne pas, comme on eût pu le craindre, la sécheresse. Enfin, rien n'est à craindre du point de vue de l'exactitude doctrinale d'un esprit qu'on sent formé à l'école des meilleurs maîtres, qui n'a qu'à suivre sa propre inclination pour s'accorder avec les documents qui nous livrent la pensée de l'Eglise.

Mais peut-être, et en raison de ses qualités mêmes, l'ouvrage convient-il mieux à un lecteur initié déjà aux questions qu'à un esprit désireux d'en prendre une première connaissance. C'est ainsi, par exemple, qu'on chercherait vainement un exposé suivi du socialisme, du libéralisme. L'auteur ne manque pas de signaler et de réfuter l'erreur en même temps qu'il expose la vérité, à propos de la notion de société, de l'origine de la société civile, de la propriété... Mais il faut savoir d'avance où l'on pourra trouver ce que l'on cherche. Par contre, nous pensons qu'un lecteur averti tirera grand profit de la lecture de cet ouvrage.

2. — Le **Précis de la doctrine sociale catholique** [1] du P. Cavallera se prête mieux, croyons-nous, à une première initiation. Il nous apporte la substance des cours professés par l'auteur à l'Ecole supérieure de sciences sociales de l'Institut catholique de Toulouse, et constitue ainsi un véritable manuel de l'enseignement social de l'Eglise. Quatre parties traitent successivement des notions générales présupposées par l'exposé doctrinal proprement dit (Droit de l'Eglise en ces matières, Sources, Grands principes, Erreurs condamnées,...) de la Vie familiale, de la Vie économique et professionnelle, de la Vie nationale et internationale. Incidemment, l'auteur ne manque pas de greffer sur une question plus générale tel problème actuel sur lequel son lecteur peut désirer plus de lumière, le féminisme par exemple ou encore l'école unique. Quelle que soit leur ampleur, les questions sont toujours traitées avec un grand souci d'objectivité, et on sent que la préoccupation de comprendre les légitimes aspirations de la génération présente n'est pas moindre, chez lui, que celle d'exposer fidèlement les enseignements de l'Eglise. En quoi il fait bien œuvre catholique : car on n'ignore pas quel soin l'Eglise elle-même apporte à connaître nos temps, et quelle merveilleuse aptitude possède l'Evangile à répondre aux besoins vrais des hommes quand on le lit avec l'Eglise.

Le P. Cavallera s'est efforcé de tenir le plus grand compte possible des documents pontificaux, y compris les plus récents qui ne sont pas les moins considérables. Et certes, ce n'est pas sans mérite : l'encyclique *Quadragesimo anno* est du 15 mai et le *Nihil obstat* du livre porte la date du 16 juin. C'est presque un tour de force d'avoir pu y renvoyer plusieurs fois le lecteur et même d'en avoir cité un long extrait à propos du salaire. Le P. Cavallera sait d'ailleurs mieux que personne l'importance de ce document, et nous sommes assurés qu'en une seconde édition (nous la souhaitons prochaine) les enseignements de l'encyclique sur la restauration de l'ordre social s'incorporant plus intimement à son texte l'aideront à en mettre tout à fait au point tel ou tel chapitre, celui sur les erreurs condamnées par exemple. Nous souhaiterions bien également qu'ici ou là, spécialement dans les matières les plus délicates, celles où la doctrine traditionnelle de l'Eglise a été le plus maltraitée par les pauvres passions des hommes : devoirs du citoyen envers son pays, patriotisme et vie internationale, par exemple, il soit fait un plus large appel au texte même des documents qui, pour un catholique, doivent immédiatement entraîner l'adhésion en faisant la lumière. Quel parti le P. C. ne saura-t-il pas tirer des encycliques *Au milieu des sollicitudes* et *Notre consolation*, *Præclara* et *Pacem*, pour ne citer que les plus célèbres ! Un manuel comme celui-ci devrait éliminer des légitimes discussions entre catholiques un certain nombre de questions sur lesquelles des divergences ne peuvent s'expliquer que par l'ignorance. L'encyclique conduira aussi certainement l'auteur à retoucher son chapitre sur la Richesse. Peut-être en pourrait-il profiter pour ôter à quelque lecteur étourdi ou imprudent la tentation de mal traduire le *Væ vobis divitibus* (p. 140). « Ce serait une erreur, a écrit le P. Lagrange, d'entendre ses *Malheur à vous* comme des malédictions ou des imprécations... C'est une expression de douleur, un gémissement anticipé dans le pressentiment du coup qui menace... [1] » Ce qui ne diminue certes pas la force du texte, mais exclut la possibilité de le redire avec un accent qui ressemblerait à celui de la haine.

Très bon manuel, en somme, qui nous console un peu de ne voir point paraître celui qu'après le Congrès de l'Alliance (août 1930) nous attendions pour octobre dernier. L'un entraînera peut-être l'autre.

3. — Il y a huit ans que parut à la Bonne Presse *la Cité chrétienne d'après les enseignements pontificaux* de M. H.-A. Brun. L'auteur lui donne une suite dans un tome II paru aux Editions *Spes* et qui porte en sous-titre : **Les directives de S. S. Pie XI** [2]. L'ouvrage comprend, outre une introduction où l'auteur justifie par le succès de son premier volume la publication du second, quatre parties respectivement intitulées : anarchie présente et erreurs qui en sont cause, rappel de quelques principes de politique chrétienne, remèdes appropriés à notre temps, coup d'œil sur l'avenir. Lui-même précise ainsi sa méthode : « En tête de chacun des chapitres, un *résumé* contenant la substance même des extraits pontificaux qui suivent ; et enfin la citation littérale des passages les plus saillants des encycliques traitant du sujet énoncé dans le titre du chapitre ». M. Brun a eu la mauvaise fortune de terminer son travail à la veille de la publication des grandes encycliques *Casti connubii* et *Quadragesimo anno*. On ne peut lui faire grief de ne pas les citer, mais on ne peut pas ne pas regretter pour son livre cette conjoncture fâcheuse. Comme par manière de compensation, il donne un certain nombre de textes signés du nom du Card. Secrétaire d'Etat ou de celui du Card. Ratti. Pour les premiers, aucune difficulté, nous semble-t-il : le Card. Secrétaire d'Etat agissant au nom et par l'autorité du Pape est pleinement qualifié pour faire connaître ses directives, et de même, dans sa sphère, la S. Congrégation du Concile. Par contre, on serait peut-être en droit de faire des réserves au sujet du card. Ratti, et le lecteur ne peut pas ne pas se rappeler que Benoît XIV distinguait avec soin du Pape le card. Prosper Lambertini. Sans doute, tous les tex-

[1] **Spes; in-8 de 380 p., 18 fr.**

[1] *L'Evangile de Jésus-Christ*, p. 334-335 (cf. p. 373 et s.).

[2] **Spes; in-12 de 190 p., 12 fr.**